

## **COMMUNIQUE**

### **Entre satisfaction et frustration**

Le jeudi 20 novembre 2014, le SNCA e.i.L. Convergence a été reçu par le cabinet du Ministre de l'Education Nationale. Dans le très beau cadre d'un salon de l'hôtel Rothelin-Charolais où s'est repliée une partie des services du ministère soumis à des travaux de mise en conformité, les élections professionnelles en cours ont été le premier sujet abordé. Le SNCA e.i.L. a redit sa crainte de voir l'abstention, fille de la lassitude de voir sa boîte électronique plus encombrée de jour en jour, dominer les prochains scrutins.

Tout en émettant des réserves sur l'idéologie qui sous tend le projet de modernisation des métiers de l'Education Nationale, le SNCA e.i.L. Convergence a souligné d'abord que le mot « métier », même si tous n'y mettent pas la même signification, faisait désormais partie du vocabulaire de l'institution scolaire et des organisations syndicales qui y ont leurs champs de syndicalisation. Il a rappelé qu'en organisant en 2002, avec d'autres syndicats e.i.L., un colloque « *Sens de l'école, sens du métier* » dans l'enceinte de la salle Liard de la Sorbonne, il avait contribué à lier intimement ces deux concepts.

Ce projet, construit par la concertation entre les équipes ministérielles et les « organisations représentatives » au rang desquelles le SNCA e.i.L. Convergence ne figure pas, contient quelques paragraphes sur la MLDS (Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire) et la reconnaissance de la CPIF (Coordination Pédagogique Ingénierie de Formation) comme métier à part entière de l'Education Nationale et par conséquent apte à figurer en tant que tel aux concours réservés. Comme il est peu probable que les « organisations représentatives » (que dans son langage codé le SNCA e.i.L. Convergence désigne sous le terme générique de « syndicalisme administratif et cogestionnaire ») aient eu la brillante idée d'en parler avec quelque connaissance des réalités de terrain, le SNCA e.i.L. Convergence s'est félicité que ses actions aux côtés des enseignants coordonnateurs contractuels et titulaires, ses interventions auprès du Président de la République et de la représentation nationale, aient porté leurs fruits.

Comme quoi, les absents n'ont pas toujours tort ...

La question de l'existence de la MLDS, ô combien nécessaire, débouche évidemment sur l'amont de ses interventions : l'absentéisme scolaire et la mise en échec de la double obligation scolaire, celle revenant aux parents, celle revenant à l'institution scolaire.

Dans le temps imparti à cette audience, il était impossible de développer à nouveau cette problématique. Cependant notre interlocuteur qui a entendu à plusieurs reprises le SNCA e.i.L. Convergence sur ce sujet, sait quel intérêt il y porte. Rappelons, au passage, que dans les trop rares communes où le CDDF (Conseil des Droits et Devoirs des Familles) a été mis en place et a fonctionné dans un esprit républicain, il a ramené à l'école plus d'un élève : un élève assidu en plus dans l'Ecole de la République, c'est un futur citoyen à l'écoute et au

service des valeurs de la démocratie et un pauvre hère déboussolé en moins, vulnérable à toutes les tentations du fanatisme et du meurtre.

Le SNCA e.i.L. Convergence a déploré la déviance à laquelle est soumise la notion d'Etat ; les imprécisions plus ou moins volontaires quant au contenu de ce concept politique troublent autant l'ensemble des citoyens que ceux plus particulièrement en charge de l'instruction, de l'éducation et de la formation des jeunes esprits, du futur corps des citoyens, de la continuité de la Nation. C'est un sujet dont l'enjeu est si puissant que dans un autre contexte que celui d'un communiqué, le SNCA e.i.L. Convergence entend le traiter plus au fond.

Un point essentiel de l'audience a porté sur la qualité du recrutement.

Il est évident que la politique, déjà vieille de plusieurs lustres, de contrainte sur les salaires des personnels de l'Education Nationale contribue à déprécier ses métiers, en particulier ceux d'enseignement. Sans entrer dans la ridicule reformulation des niveaux de formation donnés par les universités autonomes et anglo-germano-européanisées, il tombe sous le sens que les meilleurs éléments issus de ces universités *new-look* ne vont pas faire carrière dans l'Education Nationale qui paye non seulement mal ses personnels mais fait faire du sur place à leurs perspectives d'avenir ! Le projet de modernisation des métiers de l'Education Nationale aborde le sujet des rémunérations sous une forme si alambiquée et si absconse qu'on se demande s'il s'agit bien d'un TP sur le choc de la simplification administrative !

Le SNCA e.i.L. Convergence rappelle sans ambages ses mandats : une refonte totale de la grille indiciaire de la Fonction Publique, une revalorisation des rémunérations (sans oublier les pensions) et l'abandon du gel du point d'indice qui est une aberration économique ... et sociale !

Là où le bât blesse douloureusement, c'est le recrutement de l'encadrement ; pour s'en tenir aux chefs d'établissement dont beaucoup sont excellents et républicains, il y en a malheureusement trop, et de plus en plus nombreux, qui ou par bêtise, ou par seul souci de leur carrière, s'ingénient (c'est leur seul contact avec le génie ...) à pourrir la vie professionnelle et la vie tout court de leurs collègues et à mettre en péril la réussite de leurs élèves. Il y a trop de ces tyranneaux qui n'ont aucune conscience de la véritable mission que leur dicte la République et suivent à la lettre les termes du « protocole » LANG-SNPDEN qui en fait les vassaux d'un ministre qui succède à un autre avant de laisser la place au suivant, « protocole » au relent pétainiste et féodal. Le recrutement interne n'est pas condamnable en soi, au contraire : mais il doit valoriser l'expérience et le dévouement à la chose publique au lieu, sous prétexte de profilage, d'encourager le clientélisme et la corruption.

Il y a d'ailleurs une recrudescence des suicides professionnels chez cette catégorie de fonctionnaires. Ce qui montre que la perte des repères républicains et des valeurs démocratiques tout comme la dénonciation du coût pour ne pas dire l'inutilité de l'Ecole, gangrènent la conscience des adultes en charge, chacun à son niveau, de l'Ecole de la République : le mal être des maîtres, le mal être des personnels d'accompagnement et de maintenance n'est pas une vue de l'esprit ; et, parmi les plus mal lotis, les ATT dont le chef de service et le patron ne relèvent pas du même ministère !

Très attaché à l'Enseignement Professionnel Public, le SNCA e.i.L. ; Convergence a déploré la réitération d'un discours politique qui prétend le mettre en valeur tout en accompagnant une pratique qui le marginalise. Il a aussi dénoncé la condamnation idéologique de l'apprentissage autant que sa mise au pinacle, toute aussi idéologique : il veut un apprentissage encadré par la puissance publique de l'Etat qui n'hésite pas à offrir sa compétence de maître d'apprentissage dans ses administrations ; mais il se méfie, d'expérience, de l'apprentissage territorialisé bien souvent frappé au coin du clientélisme électoral.

Enfin sur ce sujet de l'enseignement professionnel en partenariat avec l'entreprise publique et privée, le SNCA e.i.L. Convergence a fait remarquer à son interlocuteur que les innovations pédagogiques expérimentées dans les LP (et aussi à la MLDS), qui relèvent de la pédagogie du geste, pourraient avantageusement être empruntées par les écoles primaires et les collèges.

Que ce soit sur l'apprentissage, sur la définition des programmes, sur la loyauté des personnels d'encadrement, le SNCA e.i.L. Convergence, revendiquant son héritage jacobin, demande que ce soit l'Etat, au nom de la Nation, qui exerce sa prérogative régaliennne.

S'adressant au Ministre membre du gouvernement en charge des destinées de la France, le SNCA e.i.L. Convergence a demandé un moratoire sur le remboursement de la dette.

Paris, le 21 novembre 2014